

# EDUCATION

CAHIER **G**

ÉCOLE PUBLIQUE

LE DEVOIR

## Une école pour tous! Il y a de l'enthousiasme dans les classes

Ils sont 103 700. Ils sont ces enseignants qui, semaine après semaine, franchissent l'une ou l'autre des portes des écoles publiques préscolaires, primaires ou secondaires de la province. Et, à les entendre raconter leur expérience, il y aurait plaisir et satisfaction à faire une telle chose. Bienvenue dans ce monde scolaire où enseigner est certes un métier, mais un métier qui peut se faire avec passion et enthousiasme.

NORMAND THÉRIAULT

**S**ur la planète, le 5 octobre est célébré comme la Journée mondiale des enseignantes et enseignants. Au Québec, cette journée déborde et, à l'initiative de la Fédération autonome de l'enseignement, elle est devenue Semaine pour l'école publique. Et alors, au lieu des habituelles récriminations, des classements qui mesurent les «performances», il est permis d'entendre un autre discours qui raconte comment il se fait que, contrairement à ce que plus d'un voudrait laisser croire, ce n'est pas la seule nécessité qui explique que plus de 100 000 Québécoises et Québécois ont fait leur le métier d'enseignant. Et que plus d'un et d'une l'exerce avec enthousiasme.

Enseigner!

«*Quand je pense aux enseignants qui travaillent dans des milieux où la clientèle est difficile, le mot qui me vient à l'esprit, c'est "missionnaire". Ce sont des gens convaincus qu'il y a de quoi à faire et ils travaillent d'arrache-pied pour changer le monde. Ce sont des gens extrêmement dévoués, et heureusement qu'ils sont là parce que, grâce à eux, il y a des individus qu'on réussit à rescaper!*» Et si Alain Sirois, du Service correctionnel du Canada, décrit les enseignants qu'il côtoie dans le milieu carcéral, on verra qu'ailleurs, du pré-scolaire au secondaire, d'autres passionnés s'y retrouvent.

«*Après plus de 30 ans de carrière, je suis toujours une passionnée et j'ai encore plein d'idées!*» Céline Durand œuvre au préscolaire à l'école La Perdriolle, à l'Île-Perrot.

«*L'école a un pouvoir incroyable!*» Michel Pirro est enseignant en soutien linguistique à l'école primaire Barclay, à Montréal.

«*Il ne faut pas que les jeunes voient l'école juste comme un milieu plate, mais aussi comme un endroit où ils peuvent s'épanouir!*» Daniel Chartrand, un enseignant d'univers social en première et deuxième secondaires, fait depuis 20 ans de l'école un milieu de vie à Honoré-Mercier, sise dans la zone sud-ouest de la métropole.

«*Mais j'ai aussi de belles histoires: ça date de l'époque où je faisais de l'aide aux devoirs. J'ai suivi une jeune fille dont la famille arrivait du Bangladesh. Elle partait de très loin... et aujourd'hui elle fait son droit!*» Nicolas Martin va depuis six ans de classe d'accueil en classe d'accueil et a obtenu un poste en août dernier à l'école Jean-Grou, à Saint-Laurent.

Pour tous

De l'école publique, ces enseignants font l'éloge. Si on leur dit que le travail y est dur, à cela ils opposent qu'il n'est pas routinier et que constamment l'invention et l'engagement y sont nécessaires. Et, de plus, cette école est celle que le Québec s'est donnée: *Le Devoir* ne rappellerait pas la semaine dernière que si l'obligation d'étudier jusqu'à l'âge de 16 ans ne recouvre pas encore 70 ans de l'histoire québécoise, c'est aussi en fait tout récemment que l'actuel réseau s'est mis en place. Et on voit toujours comme un grand moment ce jour où le Québec s'est donné un ministère de l'Éducation, un des fleurons d'une révolution voulue tranquille.

S'il y eut alors défaut dans la cuirasse, c'est que, pour parvenir à une telle création, il a fallu concéder aux pouvoirs du temps, le religieux surtout, le maintien de certains privilèges: ce qui explique que pensionnats et collèges classiques sont, en nombre, à plus d'un établissement, demeurés des collèges privés. Et dans cette brèche ouverte se sont glissées d'autres écoles, passe-relles, linguistiques, religieuses ou luxueuses. Au final, le Québec s'est ainsi retrouvé avec un double réseau dont la partie privée regroupe plus de 100 000 élèves, où les parents doivent accepter de déboursier, en plus de leurs divers impôts et taxes, un écot supplémentaire pour permettre à leur progéniture d'obtenir ce qui serait un «plus».

Contre le statu quo

Et les centrales d'enseignement, comme diverses fédérations et autres organismes sociaux, de s'opposer à un tel état de fait. Si la mesure n'appauvrit pas nécessairement le réseau scolaire, elle le mine toutefois sur le plan intellectuel mais aussi en prestige: une école internationale se proclame ainsi la meilleure du Québec et elle, qui peut choisir ses étudiants, n'a pas à intégrer tout enfant indépendamment de ses capacités scolaires.

Et qui contestera un jour une éventuelle mise en place d'un réseau unique sait qu'il n'aura qu'à plaider sa cause devant la Cour suprême pour voir, en ces jours où le néolibéralisme s'affiche triomphant, sa demande reconnue, avec en prime qu'une fois de plus le Québec sera identifié comme une province où les droits des «autres» seraient bafoués. Du *bill* 63 à la loi 103, il est parfois difficile d'être dans les faits une société distincte.

Qu'à cela ne tienne, on veut toujours que l'école publique soit l'école de tous! Et, pour y parvenir, les avis divergent parmi les partenaires où, plutôt que la confrontation directe, certains aimeraient voir toute action qui tiendrait de l'insertion volontaire à l'école publique.

Mais, indépendamment de la formule retenue, il ne faut pas oublier que l'école, ce sont d'abord ceux qui la fréquentent, ceux qui y inscrivent leur progéniture et aussi ceux et celles qui préparent à la vie la génération de demain.

Le Devoir



**CLAIRE PIMPARÉ**

«Je suis la voix des enfants qui fréquentent l'école publique»

Page 2



**MARIE-FRANCE PAQUETTE**

«Les réussites se mesurent par de petites choses»

Page 6

### CLASSES D'ACCUEIL

En 10 mois: français, mise à niveau, culture et intégration!

Page 3

### DE LA FQDE À LA CSQ

Le gouvernement doit faire son nid

Page 4

### SECONDAIRE

L'école est devenue proactive

Page 5

### RÉUSSIR

Un quart des élèves montréalais sont nés hors Québec

Page 7

### «CETTE ÉCOLE»

Il faut intégrer, école par école, le secteur privé au réseau public

Page 9

## ÉDUCATION

Une voix forte s'élève pour l'école publique

# Les parents devraient être fiers de leur école

«Je suis la voix des enfants qui la fréquentent», explique Claire Pimparé

Claire Pimparé n'a pas hésité à reprendre cette année son rôle de porte-parole lors de la deuxième édition de la Semaine pour l'école publique. C'est qu'elle y croit, à l'école publique, et son enthousiasme contagieux en est la preuve.

PIERRE VALLÉE

«Nous avons la chance au Québec d'avoir une école publique où instruire les enfants est un droit et non un privilège, affirme Claire Pimparé. L'école publique appartient à tout le monde et nous devons tous en être fiers. Il ne faut surtout pas tenir pour acquise une chose aussi importante que l'école publique. Il faut prendre conscience au Québec de la chance que nous avons d'avoir une chose aussi extraordinaire que l'école publique.»

Car, selon elle, l'école publique joue un rôle essentiel. «L'école publique accueille tous les enfants. Nous avons au Québec des enfants qui proviennent de cultures différentes, dont certains n'ont pas le français pour langue maternelle, des enfants qui ont vécu des situations difficiles, qui ont connu des familles d'accueil, parfois même plusieurs, des enfants qui ont des troubles d'apprentissage, des enfants qui proviennent d'un milieu moins favorisé. Qui, à part l'école publique, peut les accueillir et leur donner une chance de s'instruire? Ou iraient-ils sans l'école publique? Qui, sinon l'école publique, peut leur donner la stabilité, donc le soutien nécessaire à leur valorisation, et ainsi leur permettre de se réaliser?»

L'engagement des parents  
Et, comme l'école publique

appartient à tous, elle est convaincue que tous doivent s'en occuper. «Une maison, on la nettoie, on la répare, on la rénove. Pourquoi? C'est qu'elle nous abrite et qu'on l'aime. Il faut développer la même attitude envers l'école publique.»

L'engagement des parents, à ses yeux, est donc capital. «Si les parents ne montrent pas d'intérêt envers l'école de leurs enfants, pourquoi les enfants en auraient-ils davantage? Un parent qui s'engage, qui connaît le nom des enseignants, et même celui du concierge, est un parent qui est fier de l'école de ses enfants. Et cette fierté déteint sur les jeunes. Et les parents doivent être à l'écoute de leur enfant lorsque celui-ci parle de son école et de ce qu'il y fait. Il y a un plaisir pour un parent de permettre à son enfant d'être fier de son école.»

Sans compter que cet engagement parental peut aboutir à de belles réalisations. «Imaginez ce que 120 parents d'une école peuvent faire s'ils se décident de travailler ensemble sur un projet, comme l'amélioration de la cour d'école, par exemple. Certains parents s'engagent aussi de façon individuelle, comme ce parent photographe que j'ai rencontré et qui avait monté une chambre noire dans l'école de ses enfants. On ne peut pas imaginer le nombre de ressources non utilisées qu'on pourrait apporter à l'école si l'engagement des parents, et même des grands-pa-



Claire Pimparé, outre son travail de comédienne, a toujours été engagée dans le milieu de l'éducation et auprès des enfants.

rents, était plus grand. Quelle école publique dynamique nous aurions dans notre collectivité si on s'engageait tous!»

Regarder le bon côté des choses

Mais, pour que la situation change, il faut aussi changer le regard qu'on porte trop souvent sur l'école publique. «On a la fâcheuse habitude de rester accroché sur les échecs, mais jamais sur les succès. On cherche

la petite bibitte, ce qui fait qu'on ne voit pas ce qui fonctionne. Et, pourtant, il y a de belles réussites. La Semaine pour l'école publique est une belle occasion de le rappeler. Si l'on se donnait la peine d'y regarder de plus près, on verrait que l'école publique québécoise est d'une qualité exceptionnelle. Evidemment, tout n'est pas parfait. Mais, si l'on compare d'un côté les échecs et de l'autre les succès, la balance penche nettement en faveur des

succès. Il faut prendre connaissance et conscience de l'évolution que font nos enfants qui fréquentent l'école publique. On a tendance à l'oublier et à le tenir pour acquis, mais c'est l'école publique qui est en grande partie responsable de cette évolution.»

Un rôle de porte-parole

Ce n'est pas par hasard qu'on a approché Claire Pimparé pour devenir porte-parole de la Semaine pour l'école publique.

Bien sûr, on connaît tous Mme Pimparé pour son rôle de Passe-Carreau dans la série éducative *Passe-Partout*. Mais peu de gens savent que Claire Pimparé, outre son travail de comédienne, a toujours été engagée dans le milieu de l'éducation et auprès des enfants. Elle a siégé pendant cinq ans au Conseil supérieur de l'éducation en tant que représentante du domaine artistique et culturel. Et, pendant des années, son engagement auprès des enfants fut personnel. «Pendant sept ans, j'ai reçu de juin à septembre une trentaine d'enfants issus d'un milieu défavorisé à ma ferme dans les Cantons-de-l'Est.»

Ce contact direct avec des enfants, dont les souffrances sont parfois grandes, lui a fait prendre parti pour l'école publique qui les accueille. Un parti pris plein de générosité, comme l'explique Gaston Audet, président du Syndicat des enseignants de l'Outaouais, qui l'a reçue l'an dernier lors de la Semaine pour l'école publique. «Elle devait visiter une classe, elle en a visité plusieurs. Elle a même pris la peine de leur chanter quelques chansons dans la cour d'école pendant la récréation.»

Et c'est avec la même générosité qu'elle conçoit son rôle de porte-parole. «L'école publique ne peut pas parler, alors je lui prête ma voix. Mais les enfants aussi ont besoin d'une voix, alors je leur prête aussi la mienne. Je suis la voix de l'école publique, mais aussi la voix des enfants qui la fréquentent.»

Collaborateur du Devoir

Fédération autonome de l'enseignement

## «L'école publique joue un important rôle de cohésion sociale»

La FAE souhaite faire valoir les réalisations de l'école publique et sa contribution à la société

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) souhaite faire valoir les réalisations de l'école publique et sa contribution sociale. Dans cette optique, elle a décidé de tenir la Semaine pour l'école publique, qui aura lieu cette année du lundi au vendredi de la semaine à venir.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le président de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Pierre Saint-Germain, estime que l'école publique joue «un important rôle de cohésion sociale» et affirme que la formation qu'on y donne est de bonne qualité.

«L'école publique permet à tous les élèves, quelle que soit leur origine, quel que soit leur handicap, quel que soit leur milieu socioéconomique, d'avoir accès à des services éducatifs, à des services éducatifs de qualité», dit-il. Le président de la FAE estime qu'elle est ainsi le reflet des réalités sociales. «C'est donc un lieu d'intégration fort important, qui favorise le vivre-ensemble et la cohésion sociale.»

M. Saint-Germain mentionne qu'il est beaucoup question de décrochage. «On met l'accent souvent sur les problèmes que vit l'école publique, mais il y a beau-

coup d'élèves qui en ressortent avec un diplôme, avec une formation de grande qualité. C'est une formation qui n'a rien à envier, quant à moi, à celle qui se donne dans le secteur privé.»

Le président de la FAE souligne que l'école publique offre également de la formation professionnelle. Il mentionne que, dans les prochaines années, de 600 000 à 700 000 emplois seront disponibles et qu'il faudra les combler. Il indique que beaucoup de ces emplois requièrent une formation professionnelle ou technique que l'école publique peut offrir. «Ça va servir les individus qui vont avoir accès à une formation de qualité leur permettant d'occuper un emploi, mais également les entreprises. Donc, c'est un moteur important. C'est une contribution au développement économique du Québec, à son développement social.»

M. Saint-Germain ajoute que le secteur de l'éducation des adultes de l'école publique permet à des personnes qui avaient quitté l'école avant d'obtenir un diplôme de reprendre leurs études. Il souligne également que l'école publique propose des services de francisation et d'alphabetisation aux nouveaux arrivants.

En mal de reconnaissance

Selon le président de la FAE, l'école publique est souvent



Pierre Saint-Germain, président de la Fédération autonome de l'enseignement

«en mal de reconnaissance». La Semaine pour l'école publique vise à promouvoir son rôle et ses réalisations. Différents organismes appuient cette initiative de la Fédération autonome de l'enseignement. M. Saint-Germain mentionne que la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec, la Fédération des comités de parents du Québec, la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement et plusieurs commissions scolaires sont ainsi des partenaires de la FAE dans le cadre de cette semaine.

Plusieurs parents préfèrent envoyer leurs enfants au secteur privé plutôt qu'à l'école pu-

blique. En 2007-2008, quelque 18 % des élèves du secondaire fréquentaient l'école privée au Québec (au secteur des jeunes, à l'exclusion du secteur des adultes). Cette proportion était d'environ 30 % à Montréal. Le président de la FAE estime qu'il y a une question d'image. «Dans les médias, souvent, ce qui ressort, ce sont les problèmes à l'école publique», affirme-t-il. M. Saint-Germain poursuit en disant que, si une situation de violence ou un problème plus ou moins grave se produit, cela fera la manchette. «Ce que ça envoie comme message, c'est que ça va mal à l'école publique et que des fois l'encadrement est déficient ou que les services aux élèves, en matière de qualité d'éducation, ne sont pas à la hauteur. Or ça ne peut pas faire autrement que d'influencer des parents à un moment donné dans leurs choix.»

Le président de la FAE fait référence également à la publication de palmarès d'écoles. «Ce que ça envoie comme message, c'est que les écoles privées réussissent mieux que le secteur public. Mais cette réussite-là, elle n'est pas liée nécessairement à la qualité de l'éducation ou du personnel qui y travaille», dit-il. M. Saint-Germain souligne que les enseignants ont reçu la même formation, qu'ils travaillent dans le secteur public ou dans le secteur privé. «La grande dif-

férence, c'est la sélection des élèves [par le secteur privé]. Donc on veut briser le mythe selon lequel l'école privée est meilleure en elle-même que l'école publique.»

M. Saint-Germain fait valoir par ailleurs que l'école publique donne l'occasion de côtoyer des jeunes issus de toutes les couches de la société. «Alors, si les parents, ce qu'ils veulent inculquer également au-delà de l'enseignement ou d'une qualité d'éducation, c'est cette capacité à vivre avec les autres, malgré leurs différences, malgré leurs difficultés, je pense que l'école publique répond à cette volonté-là de façon importante», dit-il. Le président de la FAE réitère que l'enseignement offert par le secteur public est de bonne qualité. Il mentionne aussi que des écoles publiques offrent des projets intéressants et attrayants pour les élèves.

Souhaits

La Fédération autonome de l'enseignement souhaite que le gouvernement du Québec cesse progressivement de subventionner les écoles privées. Elle estime que le réseau privé mène une «concurrence déloyale» aux écoles publiques. M. Saint-Germain évoque la sélection des élèves effectuée par le secteur privé. «Le réseau public se retrouve avec de plus en plus d'élèves en difficulté, donc de plus en plus d'élèves à problèmes dans ses

classes, et le réseau privé se retrouve, lui, avec les meilleurs élèves.»

La FAE fait valoir que, si le réseau privé n'était plus subventionné, une partie des élèves qui le fréquentent reviendraient dans le secteur public. M. Saint-Germain mentionne que les écoles privées vont chercher, pour la plupart, des élèves qui ont moins de problèmes et qui performant mieux. Il affirme que, en revenant au secteur public, ces élèves auraient un effet positif dans leur classe, «un effet locomotive». Il ajoute que les écoles publiques obtiendraient plus de financement et que cela pourrait les aider à offrir plus de services.

Indépendamment du financement accordé aux écoles privées, la FAE souhaiterait aussi que le gouvernement investisse davantage dans le réseau public. M. Saint-Germain mentionne que les écoles publiques manquent par exemple de ressources pour accompagner et aider les élèves qui ont des problèmes de comportement ou qui ont d'autres difficultés. «Ces ressources-là sont cruellement manquantes. Et c'est pour ça aussi qu'on revendique depuis des années un accroissement du financement de l'école publique, pour être capable d'offrir de meilleurs services aux élèves qui rencontrent des difficultés de tous ordres.»

Collaboratrice du Devoir



FQDE  
Fédération québécoise  
des directions d'établissement  
d'enseignement

La FQDE, 2400 directions  
d'établissement d'enseignement  
fières de promouvoir l'école publique

ENSEMBLE  
SOUTENIR L'AVENIR

FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES DIRECTIONS  
D'ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT

www.fqde.qc.ca

## ÉDUCATION

Classes d'accueil

## « J'apprends beaucoup de mes élèves »

En 10 mois : français, mise à niveau, culture et intégration!

Que faire des enfants d'immigrants et de réfugiés qui débarquent au Québec sans connaître un mot de français et parfois sans avoir jamais mis le pied dans une école? Certaines commissions scolaires mettent en place un dispositif de classes d'accueil. L'objectif? Francisation, lecture, conversation orale, écriture et remise à niveau en mathématiques, dans le but de se joindre à une classe régulière dès la rentrée suivante. Un travail harassant mais passionnant pour les enseignants qui choisissent ce terrain.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

Cette année encore, Nicolas Martin a changé d'école. Au mois d'août dernier, il s'est joint à l'école Jean-Grou à Saint-Laurent. Depuis six ans qu'il enseigne dans les classes d'accueil, il a presque changé de poste lors de chaque rentrée.

«Ce type de classe ouvre et ferme ses portes au gré des besoins, explique cet enseignant pas comme les autres. On y accueille des enfants qui viennent de pays non francophones pour la plupart, leurs parents sont généralement en situation très précaire, certains n'ont jamais fréquenté un banc d'école, n'ont jamais vu un livre, ne savent pas même écrire leur langue et parlent un dialecte de leur région. Ces élèves peuvent arriver à n'importe quel moment au cours de l'année, et, en fonction de leur quartier d'installation, je suis affecté dans telle ou telle école à l'intérieur de la commission Marguerite-Bourgeoys.»

Une réalité qui complique sa tâche tout en lui procurant beaucoup de liberté, car la plupart des enseignants du régulier, et même parfois la direc-

tion de certains établissements, ne connaissent pas l'existence de ce dispositif. «Mon travail reste mystérieux pour beaucoup. Chaque rentrée, je dois expliquer à mes collègues ce que je fais, et, lorsqu'ils ont compris, je change de poste! Il faut alors tout recommencer avec d'autres», raconte-t-il, à moitié amusé.

Dix pays, dix langues

Cette année, l'école primaire Jean-Grou a ouvert cinq classes d'accueil et Nicolas Martin s'occupe d'enfants âgés de 9 à 12 ans. Dix-neuf élèves, le maximum dans ce type de cours, provenant d'une dizaine de pays et parlant autant de langues.

«Les deux premiers mois, c'est assez compliqué, parce qu'on ne peut pas communiquer par la parole ni avec les enfants, ni avec leurs parents, explique-t-il. Je ne sais pas ce qu'ils aiment, ce qu'ils mangent, comment fonctionnait l'école dans leur pays, s'ils y allaient... Mais, à partir du mois de novembre, petit à petit, on commence à avoir de vraies discussions. Certains plus que d'autres parviennent même à raconter leur vécu, à parler de leurs traumatismes. Beaucoup



ARCHIVES LE DEVOIR  
Nicolas Martin enseigne dans les classes d'accueil, à l'école primaire Jean-Grou, à Saint-Laurent.

arrivent d'une zone de conflit ou d'une dictature. Au gré de l'actualité, les pays d'origine évoluent: il y a de plus en plus de Chinois, et traditionnellement le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est, les Philippines, le Sri Lanka, le Bangladesh, l'Inde, l'Asie centrale depuis la fin des

années 90 et maintenant l'Afrique. J'ai eu des élèves qui avaient été enfants-soldats en République démocratique du Congo. En parlant avec eux, on comprend mieux leur rapport à la violence.»

Car l'autre objectif de ces classes est d'intégrer ces en-

fants à la culture québécoise. La vie scolaire, la vie en société, la compréhension des codes, etc. Beaucoup viennent d'un pays dans lequel l'enseignement est plus autoritaire et où les réprimandes physiques sont la règle. Il faut gagner leur confiance, leur expliquer qu'ici les enseignants ne frappent pas, que la violence n'est pas acceptable de la part d'un adulte contre un enfant, mais aussi entre les élèves eux-mêmes.

«C'est plus facile avec certains qu'avec d'autres, admet Nicolas Martin. Il n'y a pas de méthode miracle, il faut faire preuve de créativité. La commission scolaire nous donne des outils, il existe du matériel pédagogique, mais le programme est plus ouvert que dans les classes régulières. Et, pour ma part, je préfère créer mes propres outils et m'adapter chaque année à ma classe. C'est très difficile de planifier, poursuit-il. Je ne sais pas à l'avance quel type d'élèves je vais avoir. Des francophones sous-scolarisés ou des non-francophones ayant un bon niveau scolaire dans leur langue? La démarche n'est pas la même du tout.»

« Être utile »

Nicolas Martin est devenu enseignant en classe d'accueil avec un baccalauréat en français langue seconde, après avoir offert, pendant plusieurs années, de l'aide aux devoirs dans une communauté immigrante.

«Je ne me voyais pas ailleurs, raconte-t-il. Je voulais travailler dans un environnement interethnique, avec les milieux défavori-

sés, être utile à la société. C'est une des missions sociales de l'école publique et gratuite: sortir ces enfants de la précarité, et par là même leurs parents. Ce n'est pas tous les jours facile et je ne nie pas qu'il y a parfois des cas très lourds. Mais j'ai aussi de belles histoires: ça date de l'époque où je faisais de l'aide aux devoirs. J'ai suivi une jeune fille dont la famille arrivait du Bangladesh. Elle partait de très loin... et aujourd'hui elle fait son droit!»

Si tous ne s'en sortent pas aussi bien, la plupart des élèves en classe d'accueil s'intégreront au système régulier au bout de dix mois. Certains auront besoin d'une deuxième année scolaire pour se remettre à niveau, d'autres, de quelques mois seulement. Certains auront besoin d'un soutien scolaire, de services en orthopédagogie, voire d'une classe spéciale, d'autres seront en tête de classe. La règle est de les intégrer dans la classe régulière qui correspond à leur âge, mais il vaut parfois mieux leur accorder un retard d'un an pour ne pas qu'ils perdent pied. Le dispositif n'est pas rigide et s'adapte au cas par cas.

«Je n'ai pas de pression, estime Nicolas Martin. J'ai le temps, je ne suis pas obligé de réussir en dix mois. Je n'ai pas de cadre précis à respecter et c'est ça que j'apprécie. J'aime de plus en plus mon travail. Il est très enrichissant, j'apprends beaucoup de mes élèves et je ne me verrais vraiment pas enseigner au régulier.»

Collaboratrice du Devoir

SEMAINE  
POURl'école  
publique

du 4 au 8 octobre 2010

## L'école publique

un bien commun à promouvoir

Il y a un demi-siècle, les bâtisseurs du Québec moderne ont voulu nous léguer une démocratie vivante et dynamique, ouverte à la participation citoyenne, grâce à une éducation accessible, gratuite et universelle qui ne pouvait reposer que sur une école publique forte. Fille de la Révolution tranquille, l'école porte donc depuis cinquante ans les espoirs de ce projet de société.

Grâce à l'école publique, la société québécoise s'est développée. Elle est devenue plus alphabétisée, plus instruite, plus conscientisée. Grâce à l'école publique, la société québécoise peut être fière de la richesse de sa culture et de ses talents.

## Depuis un demi-siècle, l'école publique québécoise a fait ses preuves :

- Elle inspire les rêves de la société, en incarne les idéaux de justice et d'égalité, en porte les aspirations et en transmet l'héritage.
- Elle accueille et appartient à toute la population. En ce sens, elle est la gardienne et la promotrice des valeurs et des aspirations de la société.
- Elle découle d'une responsabilité collective à laquelle chacun peut prendre une part active.
- Elle est une porte ouverte sur le patrimoine culturel du Québec et du monde.
- Elle constitue un passage privilégié vers la citoyenneté et la vie en société.
- Elle continue de nous convaincre qu'une société démocratique et développée ne saurait se passer d'un système d'éducation qui a les moyens de ses ambitions et qui est pleinement accessible à toutes et à tous.

## C'est pourquoi, nous, qui avons collectivement et historiquement la responsabilité de bâtir une société meilleure, en appelons à :

- la reconnaissance et au soutien inconditionnel de la juste valeur de l'école publique;
- une éducation assumée politiquement et financièrement par l'État à titre de priorité nationale;
- l'amélioration des conditions de celles et ceux qui vivent, font et apprennent à l'école publique;
- l'amélioration de l'accessibilité et des services offerts à toutes celles et à tous ceux qui désirent s'instruire;
- la fin, dans le système d'éducation, de la concurrence inappropriée soutenue par le financement public des écoles privées.

Nous faisons appel à toutes celles et à tous ceux qui, comme nous, ont à cœur un système d'éducation public de qualité, universel, gratuit, accessible, égalitaire, riche en services et en encadrement.

Nous les invitons à manifester leur adhésion à cette déclaration et à revendiquer de la part de l'État qu'il assume sa pleine responsabilité au regard de l'école publique.

## ÉDUCATION

De la FQDE à la CSQ

## Le gouvernement doit faire son nid

« Chaque classe est une microsociété du Québec »

La Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE) représente 85 % des directeurs et adjoints œuvrant dans le secteur de l'école publique. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) compte parmi ses membres 100 000 enseignants et autres travailleurs de l'éducation. Voilà deux organisations résolument favorables à l'école publique.

PIERRE VALLÉE

« Il faut croire en l'école publique parce qu'il s'agit d'une richesse collective, soutient d'entrée de jeu Chantal Longpré, présidente de la FQDE. Il faut comprendre que c'est l'école publique qui instruit les enfants du Québec et qui permet de construire une nouvelle société. L'école publique appartient à tous et elle est accessible à tous. Sa première grande orientation est d'accueillir tous les écoliers. C'est donc une richesse à cultiver. La communauté doit le reconnaître et on doit trouver collectivement les moyens de la valoriser. »

Selon Chantal Longpré, l'une des forces de l'école publique réside dans sa diversité. « Intellectuelle comme culturelle. L'école publique, c'est l'école de tous les genres. Au fond, chaque classe est une microsociété du Québec. » Elle déplore toutefois « la disparité entre les ambitions et les moyens. On demande à l'école publique de

faire réussir les élèves dans la diversité, mais elle doit composer avec des moyens, monétaires ou en ressources humaines, nettement insuffisants. Imaginez ce qu'on pourrait réaliser si on donnait à l'école publique les moyens de ses ambitions. »

## L'autonomie et l'ouverture à la collectivité

Chantal Longpré croit qu'on devrait accorder plus d'autonomie aux écoles publiques. « Chaque école doit être autonome, car toutes les écoles ne peuvent pas être identiques. L'école doit prendre ses décisions selon les élèves qui la fréquentent et en fonction de la collectivité dans laquelle elle se trouve. » Cette autonomie s'étend aussi aux enseignants. « Chaque enseignant doit choisir ce qu'il y a de mieux pour ses élèves et ce qui leur permettra de réussir. Comme le but est de faire réussir le plus grand nombre d'élèves, je crois que c'est l'école



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

L'école publique n'a pas les moyens de ses ambitions.

qui est la mieux placée pour faire ces choix. »

Elle avance aussi que l'école doit s'ouvrir et s'inscrire davantage dans la collectivité où elle œuvre. « Il faut que l'école fasse des liens avec sa collectivité, qu'elle s'ouvre même aux gens d'affaires, qu'elle fasse en sorte que tous soient partie prenante. Par exemple, au sujet de la conciliation travail-études, il est important d'avoir le concours de la communauté d'affaires afin que les employeurs limitent les heures de travail de leurs employés aux études. Il est aussi possible de tisser des liens avec les municipalités ou

les organisations afin de mieux utiliser et de mettre à profit certaines infrastructures, de loisirs ou de sports par exemple. »

## L'égalité des chances

Définissant la centrale et lui-même comme de « farouches promoteurs de l'école publique », Réjean Parent, président de la CSQ, croit que la pierre d'assise de l'école publique doit être l'égalité des chances. « L'école publique a le mandat d'éduquer tous les enfants, donc les enfants de toutes les catégories. C'est ça, l'égalité des chances. On dit à tort que l'égalité des chances, c'est niveler par le

bas, mais en réalité il s'agit plutôt de tirer le bas vers le haut. Au Québec, le taux de diplomation stagne, tandis que dans certains pays, comme la Finlande dont nous devrions nous inspirer, le taux de diplomation avoisine les 95 %. Ce n'est pas l'éducation d'élite qui va nous permettre d'augmenter le taux de diplomation au Québec. »

C'est la raison pour laquelle il est opposé à ce qu'il appelle « le double écrémage. Il y a d'abord le premier écrémage qui est fait par l'école privée et enfin un second qui se fait au sein de l'école publique. Je ne suis pas contre les programmes spéciaux, mais il ne faut pas que ces derniers vident les classes de leurs meilleurs éléments. C'est la présence de ces derniers qui permet de relever la moyenne générale et de tirer vers le haut les plus faibles. »

D'ailleurs, la composition des classes lui apparaît aujourd'hui comme la question de l'heure. « Il faut retrouver un équilibre dans la composition des classes. Si les classes sont déséquilibrées, s'il y a trop d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement dans une classe, la tâche de l'enseignant devient surhumaine. De plus, si le nombre d'élèves en difficulté est trop élevé, cela vient ralentir les élèves plus forts. Dans le contexte actuel, c'est ce qui se

passé trop souvent et il faudra corriger la situation. »

## Engagement du gouvernement

Selon Réjean Parent, l'école publique est un choix d'État et par conséquent « le gouvernement doit affirmer clairement son attachement à l'école publique et en faire la promotion. Si l'État doute de son école, il y a un problème. Lorsqu'un ministre choisit de faire éduquer ses enfants à l'école privée, c'est comme une personne qui travaille chez Provigo mais qui fait son marché chez IGA. Ça envoie un mauvais message. »

C'est pourquoi il croit que le gouvernement doit faire son nid. « Le gouvernement doit mettre un terme à l'ambiguïté qu'il crée en soutenant financièrement deux réseaux scolaires. Il doit mettre un terme à l'érosion des meilleurs élèves de l'école publique vers l'école privée. Il doit dans un premier temps réduire son soutien financier aux écoles privées et ensuite les intégrer dans le réseau public. Et, une fois cela fait, s'il reste des écoles privées au Québec, elles seront véritablement privées, comme c'est le cas en Ontario. Le gouvernement doit mettre fin à cette éducation à deux vitesses et faire le choix de l'école publique. »

Collaborateur du Devoir

L'éducation aux adultes... de 16 à 98 ans !

## À chacun selon ses besoins

Chaque élève est jumelé à un enseignant tout au long de son cheminement

On l'ignore généralement, mais la plupart des commissions scolaires offrent des formations adaptées aux adultes. C'est même un secteur de l'éducation qui est névralgique puisqu'il joue un rôle d'intégrateur à la société pour les néo-Québécois et pour des Québécois de tous âges, relate Camille Cordeau, enseignante de français au Centre d'éducation des adultes (CÉA) Clément, situé depuis 35 ans dans l'arrondissement LaSalle.

CLAUDE LAFLEUR

« Nos élèves sont considérés comme des adultes à partir de l'âge de 16 ans, dit-elle. On a même cette année un homme âgé de 98 ans: notre record. Originnaire de l'Inde, ce monsieur est en alphabétisation depuis quelques années... On peut donc dire que la formation aux adultes, c'est pour les 16 à 98 ans! »

Titulaire d'un baccalauréat en enseignement de français, Camille Cordeau œuvre au CÉA Clément depuis vingt-cinq ans. « Jamais je ne quitterai l'enseignement aux adultes, dit-elle avec passion, parce qu'on travaille avec des adultes qui ont un bagage de vie formidable. Je dis souvent que j'apprends autant de mes élèves que je leur en apprend! »

## À votre mesure

Cette formation spécialisée, offerte par les commissions scolaires à travers le Québec, s'adresse à une vaste gamme d'adultes. Il y a bien sûr les jeunes (de 16 à 20 ans environ) qui n'ont pas complété leur secondaire et qui espèrent qu'une formation taillée à leur mesure leur permettra d'achever leurs études. Il y a aussi l'alphabétisation qui s'adresse à tous les adultes (de 16 à 96 ans). Il y a en outre les nouveaux arrivants — souvent très scolarisés — qui viennent apprendre ou parfaire le français. Et il y a des formations conçues pour des adultes souffrant d'incapacités intellectuelles.

« En arrivant ici, raconte Mme Cordeau, vous rencontrez une conseillère en orientation ou une conseillère en formation scolaire et professionnelle. Nous réalisons un bilan de vos acquis, de vos expériences, etc., afin de déterminer un but professionnel à atteindre. À partir de là, on vous fait passer des tests de classement sur les matières principales (français, mathématiques et anglais). On établit ainsi votre profil de formation, qui tient compte de vos compétences au moment où vous arrivez chez nous et en fonction de votre but professionnel. »

Comme elle le dit si bien, si votre but est d'aller étudier au cégep, par exemple en soins infirmiers, vous n'aurez pas le même parcours à suivre que si vous recherchez plutôt un diplôme d'études professionnelles en charpenterie-menuiserie.

De surcroît, chaque élève est jumelé à un enseignant qui le suivra tout au long de son cheminement.

C'est ainsi que, cet automne, Mme Cordeau chaperonne 27 élèves. « Lors de rencontres individuelles, on évalue s'il y a du retard dans les apprentissages, s'il faut faire certains ajustements, etc. »

## Intégration à la société

Dans un CÉA, on enseigne toutes les matières de base qu'on retrouve normalement à l'école primaire et secondaire, bien que les programmes soient conçus à l'intention des adultes. On offre en fait quatre grands types de formation.

Il y a tout d'abord le secteur de la francisation des adultes, un secteur très important, particulièrement pour les CÉA de Montréal. Certains centres se consacrent d'ailleurs uniquement à la francisation des adultes, souligne Mme Cordeau. « Dans le centre où j'enseigne, par exemple, il y a plus de 30 classes de francisation des adultes. Il s'agit souvent de néo-Québécois qui viennent apprendre le français. »

On offre par ailleurs une formation aux adultes qui n'ont pas les capacités intellectuelles de se scolariser, poursuit Mme Cordeau. Afin de les intégrer pleinement à la société, ce programme vise à les familiariser avec le milieu du travail, à leur montrer comment faire un C.V. et à se chercher de l'emploi, etc.

Il y a en outre un programme destiné aux adultes qui ont des difficultés intellectuelles légères ou moyennes. Il s'agit d'adultes peu ou pas scolarisés à qui on apprend à vivre en groupe, à exécuter des tâches à leur portée, à acquérir les rudiments de base pour vivre en société.

## Les centres

offrent la formation scolaire générale, du présecondaire jusqu'à la quatrième secondaire

## Alphabétisation et francisation

Les centres d'éducation des adultes se préoccupent aussi particulièrement de l'alphabétisation. Les formations qu'ils offrent visent alors deux types d'adultes. D'une part, il y a les néo-Québécois qui connaissent assez bien le français mais qui savent peu ou pas le lire ou l'écrire. Il y a en outre les Québécois qui ont quitté l'école de façon précoce. « Cette formation ne comprend pas que l'étude du français, précise Mme Cordeau, mais également des mathématiques de base ainsi que des notions pratiques, comme par exemple comment lire la carte du métro ou déchiffrer ses factures. »

Enfin, les centres offrent la formation scolaire générale, du présecondaire jusqu'à la quatrième secondaire. « Disons que l'alphabétisation correspond à peu près aux quatre premières années du primaire, indique l'enseignante, alors que le présecondaire équivaut aux deux dernières années du primaire. »

Étonnamment, les CÉA accueillent souvent des adultes très scolarisés. Il s'agit notamment de néo-Québécois qui suivent des classes de francisation. « J'ai par exemple, en ce moment dans ma classe, des enseignants qui proviennent de Cuba et à qui le ministère de l'Éducation a reconnu des équivalences, mais qui doivent réussir des tests de français pour obtenir leur brevet d'enseignement. Ils viennent donc chez nous chercher les connaissances requises pour réussir les mêmes tests de français que tous les enseignants du Québec. »

Camille Cordeau raconte même qu'elle s'est déjà retrouvée dans une classe où elle était l'une des moins scolarisées. « Il y avait un pédiatre mexicain, deux ingénieurs du Nicaragua, d'autres spécialistes de l'Ukraine... C'est pourquoi je considère qu'enseigner ici c'est vraiment une expérience enrichissante! »

Collaborateur du Devoir

## ÉDUCATION

Enseigner au secondaire

# L'école est devenue proactive

## Décrochage et violence ne sont plus la norme

On accuse souvent l'école publique, particulièrement au secondaire, de tous les maux: violence, manque de rigueur et de projets stimulants pour les jeunes, alouette! Sans nier qu'il y ait toujours d'importants défis à relever, des enseignants remarquent que, lorsqu'on prend des mesures concrètes pour améliorer la situation, on voit des résultats.

MARTINE LETARTE

Quelques années après son arrivée à l'école Honoré-Mercier, il y a 20 ans, Daniel Chartrand, enseignant d'univers social en première et deuxième secondaires, a vu la situation se dégrader. «Le taux de réussite des élèves avait beaucoup diminué. La clientèle faisait dur. Il y avait beaucoup de violence, de drogue, et le nombre d'élèves était moindre. Il y a quelques années, nous avons pris des mesures.»

Terminé, donc, le sac d'école en classe dans cette école du Sud-Ouest de Montréal: les élèves apportent seulement ce dont ils ont besoin pour le cours. Terminé, les élèves dans les corridors pendant les heures de classe: les sorties sont autorisées uniquement pour des urgences. Terminé, les chandails décollés ou violents: les élèves ont maintenant un uniforme. Un policier communautaire est aussi fréquemment dans l'école.

«Nous nous sommes dit ce que nous voulions et ce que nous ne voulions plus. La direction nous a appuyés et nous avons mis en place un nouveau code de vie. La situation s'est améliorée et un respect s'est installé», affirme M. Chartrand.

Une situation unique? Non. À

l'école secondaire Henri-Bourassa, à Montréal-Nord, il n'y a plus de récréation depuis des années. «Il y avait beaucoup de violence auparavant et, souvent, ça se passait pendant les récréations. Les élèves ont donc seulement cinq minutes entre leurs cours et une période de dîner plus longue, ce qui permet à plusieurs de retourner chez eux. Moins il y a d'élèves qui traînent autour de l'école, moins il y a de risques de violence», explique Manon Saint-Maurice, enseignante d'histoire en quatrième et cinquième secondaires.

Et en classe? «Nous ne tolérons pas la violence, et c'est efficace. Les élèves le savent», ajoute-t-elle.

### L'encadrement

L'encadrement des élèves est aussi un grand défi quotidien. Dans certains cas, l'arrivée d'enseignants-ressources, il y a quelques années, donne de bons résultats. «Les enseignants-ressources sont libérés de leur tâche pour faire de la récupération avec les élèves en difficulté. Cela peut se faire le matin, le midi, le soir ou même pendant les heures normales de classe», explique Carmelle Dion, enseignante d'univers social en première secondaire à l'école Massey-Vanier, à Cowansville.

Daniel Chartrand est aussi



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Pour motiver davantage les élèves, les écoles publiques tentent d'offrir de plus en plus d'options et d'activités, dont des cours de musique.

très heureux de l'arrivée de l'enseignant-ressource. «Il fait le lien entre l'école et les parents, il regarde avec les élèves pour quoi ça ne fonctionne pas dans certains cours, il fait vraiment un suivi individuel et il demande aux parents de collaborer. Ça donne des résultats intéressants et ça permet aux enseignants de mieux fonctionner.»

### Les parents

L'école secondaire publique doit aussi lutter contre bien des préjugés et des craintes des parents. Certaines directions trouvent des solutions origi-

nales. «Nous avons organisé une épluchette de blé d'Inde à la rentrée et nous avons invité les parents. Il n'y en a pas eu autant qu'on aurait voulu, mais certains sont venus», indique Mme Saint-Maurice.

À Cowansville, l'école Massey-Vanier a réussi cette année à faire le plein de parents pour la rentrée des jeunes de première secondaire. «Nous avons invité les parents à venir chercher l'horaire et l'agenda. On en a profité pour leur parler du fonctionnement de l'école et ils sont montés dans les classes pour rencontrer l'enseignant tuteur de

leur enfant. Dans ma classe, tous les parents étaient là! Ça établit un premier contact et ça sécurise les parents», indique Mme Dion, dont l'école accueille plus de 1300 élèves.

### Le régulier: pas pour tous!

Il est aussi important de motiver les élèves, sans oublier ceux qui connaissent d'importantes difficultés. «Notre taux de décrochage est en baisse depuis que les jeunes en grande difficulté peuvent apprendre un métier semi-spécialisé comme aide-cuisinier ou aide-conciergerie tout en continuant à avoir des matières scolaires. Avant, on perdait ces jeunes», affirme Mme Saint-Maurice.

Patrick Rousseau, enseignant de français en troisième secondaire à l'école secondaire Calixa-Lavallée, croit aussi que tenter de mettre tous les élèves au régulier n'est pas une voie viable. «Cette année, j'ai un groupe de mesures d'appui, et c'est bon parce que ça me permet de ralentir le rythme sans craindre de perdre les bons élèves, comme c'est le cas avec une classe régulière.»

### L'école, un milieu de vie

Pour motiver davantage les élèves, les écoles publiques tentent également d'offrir de plus en plus d'options et d'activités.

À l'école secondaire Calixa-Lavallée, par exemple, on a maintenant un profil santé. «Les élèves font des activités de plein air, comme aller au mont Royal. Ils font aussi des sorties à l'extérieur de Montréal, comme pour aller à l'érablière. C'est important de leur montrer qu'il y a

autre chose que la ville. Ils réfléchissent aussi à leurs habitudes de vie», affirme M. Rousseau.

À l'école Henri-Bourassa, des jeunes ont participé à une course à relais entre Québec et Montréal. «Nous avons aussi fait une semaine "Donner au suivant", un peu sur le modèle de l'émission de Chantal Lacroix. Nous avons aussi un conseil général des élèves, où on fait de la démocratie scolaire», précise Mme Saint-Maurice.

À l'école Honoré-Mercier, la création d'équipes de football contact, avec cheerleaders, a fait beaucoup pour amener les élèves à développer un sentiment d'appartenance à l'école, croit M. Chartrand. «Il ne faut pas que les jeunes voient l'école juste comme un milieu plate, mais aussi comme un endroit où ils peuvent s'épanouir.»

À Massey-Vanier, on offre du sport-étude, du théâtre, de la musique, de l'anglais enrichi et beaucoup de voyages. «C'est très motivant pour les élèves et, en plus de leur apprendre des connaissances et des compétences, l'école a le mandat de les socialiser, de leur offrir un beau milieu de vie», affirme Mme Dion qui, après 34 ans dans l'enseignement, affirme qu'elle aime toujours son travail et ses élèves.

Manon Saint-Maurice se dit elle aussi toujours passionnée après 18 ans passés dans l'enseignement. «Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problèmes. L'école publique a mauvaise réputation et on a à investir, mais il y a de beaux projets qui s'y font.»

Collaboratrice du Devoir

2<sup>e</sup> édition de laSEMAINE  
POUR

*l'école  
publique*

du 4 au 8 octobre 2010

## LETTRÉ DU PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT (FAE)

**Chères enseignantes et chers enseignants,  
Chères citoyennes et chers citoyens,**

Le 5 octobre, dans le monde entier, la population est invitée à honorer le travail réalisé quotidiennement par les enseignantes et enseignants. Pour celles et ceux qui font l'école publique, cette journée revêt une signification additionnelle. Parce que la mission de l'école publique est d'assurer une éducation de qualité et de relever le défi de l'égalité des chances pour tous, quels que soient leur origine, leur statut social et économique ou leur handicap, le formidable engagement de ces enseignantes et enseignants doit être particulièrement reconnu et célébré.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) profite de la seconde édition de la Semaine pour l'école publique pour souligner avec éclat le rôle essentiel du réseau public d'éducation. Tous les jours, l'école publique québécoise contribue au développement et à l'épanouissement de notre société et c'est aux enseignantes et enseignants qui en assurent la qualité que nous le devons. Notre école publique, nous la voulons accessible, démocratique et exigeante. Parce qu'elle est un lieu d'apprentissage exceptionnel, le Québec peut vraiment être fier de son école publique.

C'est avec un immense plaisir que je convie les enseignantes et enseignants, mais aussi l'ensemble de la population québécoise à participer aux différentes activités prévues durant la semaine du 4 au 8 octobre 2010. Pour les connaître, rendez-vous sur notre site Internet au [www.lafae.qc.ca](http://www.lafae.qc.ca).

Je vous souhaite une bonne semaine et je demeure persuadé que nous continuerons toutes et tous à défendre, avec la même passion et détermination, la profession enseignante et notre école publique. Avec une fierté bien légitime, ensemble, célébrons la Semaine pour l'école publique.

Le président de la Fédération autonome  
de l'enseignement,

PIERRE ST-GERMAIN

5 OCTOBRE 2010

FÉDÉRATION  
AUTONOME DE  
L'ENSEIGNEMENT

[www.lafae.qc.ca](http://www.lafae.qc.ca)

## ÉDUCATION

Enseignement en milieu spécialisé

# Quand enseignement rime avec dévouement

## « Les réussites se mesurent par de petites choses »

Selon le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, près de 103 700 enseignants travaillent dans les écoles publiques préscolaires, primaires ou secondaires de la province. Si la majorité enseigne dans des classes régulières, une poignée d'entre eux ont fait le choix d'exercer leur profession en milieu spécialisé. Pour ces pédagogues constamment confrontés aux clientèles difficiles, enseigner relève plus souvent de la vocation que de l'engagement professionnel.

ÉMILIE CORRIVEAU

Depuis 16 ans, Marie-France Paquette travaille à l'école secondaire Jean-Grou, un établissement montréalais de la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île. Orthopédagogue de formation, elle enseigne à une classe de jeunes éprouvant de graves difficultés d'apprentissage.

Chaque année, une vingtaine d'élèves se retrouvent dans la classe de cheminement particulier de Mme Paquette. Hétéroclite, le groupe se compose de jeunes aux prises avec toutes sortes de problématiques. Certains présentent un grave déficit d'attention, d'autres, des tendances suicidaires ou des comportements violents. Fréquemment, des enfants dont les troubles d'apprentissage ont été mal diagnostiqués y entament leur parcours au secondaire. Parfois, de petits caïds se retrouvent aussi dans le lot.

### Lourdes classes

« Il n'y a pas si longtemps, on n'avait jamais plus d'une quinzaine d'élèves en début d'année scolaire. Aujourd'hui, ça tourne plus autour de 20 ou 22, et plus ça va, plus la clientèle s'alourdit. Malheureusement, beaucoup de classes spéciales du secondaire ont été fermées au cours des dernières années, ce qui fait que nos groupes deviennent en quelque sorte des déversoirs », affirme-t-elle.

Est-ce le résultat de la réforme ou plutôt celui d'un contexte social en pleine mutation? « Je ne sais pas si on peut vraiment isoler les causes de cette situation... À mon avis, il y a plusieurs facteurs qui l'expliquent », note Mme Paquette. Chose certaine, au quotidien, cela implique un alourdissement des tâches pour les enseignants qui œuvrent auprès de jeunes en difficultés d'apprentissage. Plus il y a



SOURCE COMMISSION SCOLAIRE DE LA POINTE-DE-L'ÎLE

Orthopédagogue de formation, Marie-France Paquette enseigne à une classe de jeunes éprouvant de graves difficultés d'apprentissage.

d'élèves, plus il y a de discipline à effectuer, de parents à rencontrer, de plans d'intervention à rédiger et de candidats à évaluer.

« C'est sûr que c'est plus exigeant, confirme l'enseignante. Moi, ça fait presque 20 ans que je fais ce métier, alors ça va, je me débrouille bien, mais parfois je me demande comment les jeunes qui n'ont pas mon expérience font pour y arriver. Ça ne doit pas être évident pour ceux qui sortent de l'école! »

### Multitâches

Si Mme Paquette est d'abord et avant tout une enseignante, par la force des choses, elle porte souvent plusieurs chapeaux. Parfois mère de substitution, parfois psychologue ou encore infirmière, il n'est pas rare qu'elle doive veiller au bien-être émotionnel de ses élèves ou encore à leur saine alimentation.

« Je suis en relation très étroite avec mes élèves, confie l'enseignante. C'est sûr que c'est très exigeant, parce que ça prend du temps et de l'investissement personnel, mais je crois profondément que l'apprentissage passe énormément par l'affect. Quand

on est bien dans une classe, quand on fait confiance à son professeur, on a pas mal plus le goût d'apprendre! »

Malgré les difficultés, Marie-France Paquette adore son emploi et ne changerait pas de milieu pour rien au monde. Comme la majorité de ses collègues, elle dit être animée par un profond désir de venir en aide aux jeunes qui fréquentent sa classe.

« Je crois qu'on doit avoir une âme de missionnaire pour travailler avec des élèves en difficulté. Peut-être que c'est la vulnérabilité de cette clientèle-là qui nous attire, je ne sais pas... C'est sûr qu'on espère pouvoir changer leur monde, leur vie, mais je crois ultimement que ce qui fait qu'on ne se décourage pas malgré les difficultés, c'est que c'est un métier très valorisant. Quand on voit la réussite chez nos élèves, c'est extrêmement motivant! Plus qu'au régulier, je crois », dit l'enseignante.

Lorsqu'elle parle de réussite, Mme Paquette ne songe pas au succès scolaire, car ce n'est que très rarement que ses élèves parviennent à s'illustrer sur ce plan. La majorité d'entre eux ne termineront pas leurs études

secondaires et se dirigeront plutôt vers une formation préparatoire au travail.

« On ne voit pas nos élèves réussir sur le plan scolaire tous les jours. Les réussites se mesurent par de petites choses. Par exemple, ici à l'école, j'ai lancé un projet de serre il y a quelques années. Tous les jeunes y ont accès. Quand je vois leurs yeux briller parce qu'ils ont semé quelque chose et que ça pousse parce qu'ils ont bien mesuré leurs engrais, ou encore qu'ils réussissent à couper une planche à la bonne place à la suite de petits calculs et qu'ils se rendent compte qu'ils sont capables de construire une boîte à fleurs, pour moi, c'est toute une réussite! »

### En milieu carcéral

En milieu carcéral, la réussite ne se mesure aussi que très rarement en fonction des résultats scolaires. Composée d'individus aux problématiques d'apprentissage très variées, la clientèle des pénitenciers de la province n'est pas très scolarisée.

« Il y en a de tous les niveaux, de l'analphabète au diplômé universitaire, mais je dirais que la

plupart des détenus ont l'équivalent d'une sixième année du primaire ou d'une première année du secondaire. C'est une clientèle qui est composée de gens qui souvent ont connu des échecs scolaires et qui n'ont pas fonctionné dans le système régulier », explique Alain Sirois, gestionnaire régional en éducation et employabilité pour le Service correctionnel du Canada.

Basé sur le modèle de l'éducation aux adultes, l'enseignement dispensé dans les établissements pénitentiaires ressemble beaucoup à celui offert à l'extérieur des murs des prisons québécoises. Dans les classes, les détenus sont regroupés selon leur niveau de scolarité et poursuivent leur apprentissage à leur rythme.

### Un métier féminin?

Au Québec, le métier d'enseignant en milieu carcéral est relativement marginal: seulement 150 professionnels de l'éducation l'exercent, aux niveaux tant provincial que fédéral. Malgré la lourdeur du milieu, ce sont surtout des femmes qui choisissent de travailler dans les pénitenciers de la province.

« Elles se débrouillent vraiment très bien. En fait, dans le domaine de l'éducation en milieu carcéral, la gent féminine remporte un grand succès. Les femmes communiquent mieux avec les détenus, ce qui fait que ceux-ci sont moins portés à confronter leur autorité. Ils sont plus disposés à apprendre », explique Alain Sirois.

Aux dires du gestionnaire, comme c'est aussi le cas en cheminement particulier, le taux de roulement des enseignants en milieu carcéral est faible. En général, ceux-ci s'engagent auprès des détenus pendant plusieurs années.

« Quand je pense aux enseignants qui travaillent dans des milieux où la clientèle est difficile, le mot qui me vient à l'esprit, c'est "missionnaire" », confie M. Sirois.

« Ce sont des gens convaincus qu'il y a de quoi à faire et ils travaillent d'arrache-pied pour changer le monde. Ce sont des gens extrêmement dévoués, et heureusement qu'ils sont là parce que, grâce à eux, il y a des individus qu'on réussit à rescaper! »

Collaboratrice du Devoir

**mon public**

du primaire au secondaire



*je t'aime*

**PORTES OUVERTES**

pour les élèves de Mont-Royal, Outremont, Côte-Saint-Luc, Hampstead et Montréal-Ouest

4<sup>o</sup> École secondaire Pierre-Laporte

4<sup>o</sup> École secondaire Paul-Gérin-Lajoie-d'Outremont

7<sup>o</sup> École secondaire Mont-Royal

www.csmb.qc.ca

## L'ÉCOLE PUBLIQUE, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ QUI AVANTAGE TOUT LE MONDE.



Alliance des professeures et professeurs de Montréal



SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA POINTE-DE-L'ÎLE



## ÉDUCATION

Réussir

## Un quart des élèves montréalais sont nés hors Québec...

... et seulement la moitié ont le français pour langue maternelle

La maîtrise du français s'affiche comme une priorité dans le plan «Réussir» de la CSDM. Dans les écoles primaires et préscolaires, les ressources et les appuis pour valoriser et soutenir l'enseignement du français se font toujours attendre, surtout qu'il ne s'agit pas de la langue maternelle pour la moitié des élèves du réseau.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

Dans le corridor de l'école primaire Barclay, Michel Pirro, enseignant en soutien linguistique, montre du doigt un bricolage en forme de fleur qui est affiché sur le mur. Sur chaque pétale, un nom transcrit maladroitement précède une énumération de langues. Il s'agit du résultat d'une activité où chaque élève devait inscrire les langues qu'il parle. Pas d'unilingue, au premier coup d'œil, et peu d'élèves ont écrit le français en premier. Pourtant, il n'y a pas de classe d'accueil dans l'établissement.

Lors de ses visites en classe, Michel Pirro demande à ceux qui sont nés au Québec de s'identifier. Il estime que les deux tiers des élèves lèvent la main. Lorsqu'il s'interroge sur les enfants dont les parents sont venus au monde ici, presque toutes les mains s'abaissent.

«Les enfants qui sont nés ici, même s'ils n'ont jamais parlé le français, ils sont directement intégrés au régulier», explique sa collègue France Rouillard, qui enseigne en première année du primaire. On peut retrouver des enfants au régulier qui ont autant de besoins que les enfants qui sont placés en classe d'accueil.

Défis à relever

Bien que l'école Barclay soit située en plein cœur du quartier

multiethnique Parc-Extension, la CSDM a estimé, en 2008-2009, que 25 % des élèves de son réseau étaient nés à l'extérieur du Québec et que la langue maternelle n'était pas le français pour 50 % des écoliers. Les défis sont donc grands pour la commission scolaire. Le plan «Réussir», son plan d'action pour contrer le décrochage, a placé dans ses principaux objectifs la volonté d'«améliorer la réussite par la maîtrise du français». Il vise à augmenter à 80 % la moyenne en lecture et en écriture au primaire, alors qu'actuellement elle se situe autour de 75 %.

«La commission scolaire, le ministère: ils ont souvent de beaux grands discours. Ils avaient dit qu'ils voulaient investir plus d'argent pour les classes d'accueil et le soutien linguistique. Ce sont des paroles. Dans les faits, désolé, mais on voit plutôt le contraire», juge Michel Pirro, qui croit que le moment est venu de débloquent les ressources.

«Le soutien linguistique, c'est encore très flou. Il y a un petit programme, il est mince et ce sont encore des orientations générales. [...] C'est une expertise, je pense, qui se développe», dit celui qui considère que, dans l'idéal, le soutien linguistique ne devrait pas être un complément de tâche pour une personne formée à enseigner l'art dramatique, par exemple.

Il se désolé que les mesures



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

La CSDM a estimé, en 2008-2009, que 25 % des élèves de son réseau étaient nés à l'extérieur du Québec et que la langue maternelle n'était pas le français pour 50 % des écoliers. Les défis sont donc grands.

en soutien d'apprentissage du français (SAF) ne financent pas son travail auprès des élèves immigrants qui, après deux ans en classe d'accueil, s'intègre dans les rangs du régulier. «Ce sont ces élèves-là qui ont le plus besoin d'aide», commente-t-il. Il reconnaît que, pour un enseignant en soutien linguistique, son statut s'avère tout de même enviable. «Je suis un des rares chanceux qui font seulement une école à temps plein», souligne-t-il. On a le droit à un demi-poste de soutien linguistique à l'école Barclay. [...] Je travaille quand même, parce que je suis débordé. Je fais deux ou trois fois le nombre d'élèves que je serais censé avoir, mais c'est aussi parce que l'école va chercher l'autre partie de mon salaire dans des budgets qui ne sont pas le fonds régulier du ministère de l'Éducation.»

Il évoque les programmes

Opération solidarité et École montréalaise, dont l'objectif est d'aider les écoles en milieu défavorisé. «Ça veut dire que, si on prend des budgets pour le soutien linguistique, on va en prendre moins pour l'orthopédagogue, pour l'orthophoniste, le psychologue, tous ces services qu'on peut offrir.»

Valoriser le français dès le préscolaire

À quelques pas de l'école Barclay, à l'école Camille-Laurin-annexe, c'est le poste de bibliothécaire qui a été conservé coûte que coûte, au détriment du poste de psycho-éducateur, question de ressources. «On ne veut pas la perdre, parce que c'est important», dit Pierre Pelletier, qui enseigne à la maternelle depuis 10 ans. Il souligne l'apport bénéfique des animations de lecture menées par la bibliothécaire

spécialisée dans le domaine, mais il s'indigne qu'un tel choix déchirant doit être fait. Il assure que le préscolaire n'est pas à négliger. «C'est là que ça commence.»

Les défis ne manquent pas dans un quartier où les origines sont multiples. «C'est sûr que les profs [qui enseignent aux] 4 ans, c'est du sport. «Bonjour», les enfants ne savent pas c'est quoi. Certains n'ont pas de non-verbal francophone. Ils disent oui [en balançant la tête] de gauche à droite», évoque-t-il.

Au-delà du vocabulaire, il souligne que son enseignement du français doit tenir compte des référents culturels qui manquent à ses élèves. «On ne peut pas leur demander de chanter du Gilles Vigneault ou d'apprendre Tricot Machine. Ils ne comprennent pas la moitié des expressions québé-

coises», prend-il pour exemple.

Pierre Pelletier demeure convaincu que ses élèves, malgré les efforts plus importants qu'ils doivent investir, sont prêts à s'aventurer en première année à la sortie de la maternelle. Par contre, il considère que peu d'appuis sont adressés à l'enseignement du français. «Le gouvernement, avec les écoles passerelles, il ne nous fait pas travailler dans le vide, mais ça ne valorise pas beaucoup notre travail.»

Convaincre

Il dit s'efforcer de convaincre les parents allophones de la nécessité d'une éducation en français pour leurs jeunes. «L'anglais, c'est superniaiseux à apprendre. Ils vont l'apprendre comme moi je l'ai appris en écoutant la télé ou en jouant avec des amis. Mais le français, tu ne l'apprendras jamais comme ça, sinon tu vas apprendre un français tout croche.»

Selon France Rouillard, nul doute que les enfants d'immigrants dans le système d'éducation francophone finissent par «parler un bon français. Ils ne l'apprennent pas dans la ruelle, le français. Ils l'apprennent à l'école. C'est assez surprenant de les entendre.»

Michel Pirro assure que l'école joue «le premier rôle» dans l'état de santé du français au Québec. Entendre le bruit de fond de la cour de récréation dans la langue de Molière lui en apparaît comme une preuve. «Ces jeunes-là, plus tard, quand ils vont fonder une famille, il y a de bonnes chances que ça se passe en français, parce qu'ils se parlent en français entre frères et sœurs. L'école a un pouvoir incroyable», dit-il.

**Vos élus syndicaux sont fiers, dans le cadre de la deuxième édition de la Semaine pour l'école publique, de saluer l'excellence du travail des enseignantes et des enseignants.**

**Votre professionnalisme, votre engagement ainsi que votre passion sont la clé du succès de l'école publique et de la qualité des services qui y sont offerts.**

**Ainsi, nous affirmons fièrement que c'est grâce à votre dévouement que l'école publique est un lieu de réussite et de dépassement pour tous.**

**Bonne Semaine pour l'école publique!**



Syndicat de l'enseignement secondaire  
des Basses-Laurentides



Syndicat de l'enseignement de la  
Seigneurie-des-Mille-Îles (FAE)



SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DE LA HAUTE-YAMASKA



## ÉDUCATION

Enseigner au préscolaire

## « Ils sont heureux à l'école »

L'année où « on travaille le savoir-être et l'autonomie plus que le savoir »

Comment les enseignants envisagent-ils leur contact avec les enfants durant cette étape initiatique de l'école qu'est l'année préscolaire? Céline Durand, enseignante au préscolaire à l'école La Perdriolle, à l'île Perrot, et Nathalie Millette, de l'école Raymond, à Laval, témoignent.

ASSIA KETTANI

Si *Tout se joue avant 6 ans*, disait le titre du livre de Fitzhugh Dodson, l'année préscolaire est beaucoup plus qu'une année de «post-garderie» dédiée à la préparation au primaire. C'est une étape décisive dans la vie d'un enfant: un premier contact avec le monde de l'école, dans lequel il baignera jusqu'à l'âge adulte.

Par le jeu

Selon Céline Durand, c'est avant tout par le jeu que passe l'acquisition des six compétences prônées par le programme de formation de l'école québécoise: se développer sur le plan sensoriel et moteur, développer sa personnalité, entrer en relation avec les autres, communiquer oralement, se familiariser avec son environnement et mener à terme des projets ou des activités. «On s'est rendu compte au fil des ans que les enfants jouaient moins qu'auparavant. De plus en plus d'enfants fréquentent une garderie, et leur apprentissage est aujourd'hui plus structuré qu'avant. Nous avons donc décidé d'axer notre enseignement sur ces six compétences à travers le jeu. La motricité fine, par exemple, peut être développée par d'autres moyens que les crayons: en jouant dans le sable, avec du riz ou encore de la pâte à modeler.»

Pour cette enseignante, l'année du préscolaire permet donc une première rencontre toute en douceur avec les exigences du milieu: «C'est la seule

année qu'ils ont pour socialiser. C'est tellement important d'apprendre à interagir avec les autres. À partir de la première année, ils auront le temps de se concentrer sur des aspects plus scolaires. Ce qu'on veut, c'est réussir le premier contact des enfants avec l'école, qu'ils aiment ce milieu, qu'ils veuillent y revenir et qu'ils prennent le goût de poursuivre et d'apprendre.»

C'est également l'intérêt pour le développement de l'enfant qui a mené Nathalie Millette vers l'enseignement au préscolaire: «Au cours de cette année, on travaille le savoir-être et l'autonomie plus que le savoir. On passe par beaucoup d'expérimentations, des jeux libres, des activités dirigées, de la danse, du chant, de la cuisine ou encore de la poésie. Ce qui fait la beauté du préscolaire, c'est qu'on peut aller partout: il n'y a pas d'objectifs fixes, comme au primaire. On se concentre sur leur imagination, leur naïveté.»

Une démarche «humaine»

Selon elle, la démarche pédagogique de l'école publique repose sur de beaux principes: «L'école privée a tendance à être plus centrée sur la performance scolaire, alors que l'école publique donne à l'enfant la possibilité de se valoriser là où il est bon. La démarche est plus humaine, centrée sur l'être et non sur le savoir.»

Dans cette perspective, elle dit beaucoup apprécier le principe de l'entrée progressive à l'école: une période de huit



Nathalie Millette, de l'école Raymond, à Laval: «Ce qui fait la beauté du préscolaire, c'est qu'on peut aller partout: il n'y a pas d'objectifs fixes, comme au primaire.»

jours pendant laquelle les enfants amorcent l'école par demi-groupe, histoire de se familiariser tout en douceur avec ce nouvel environnement. «Les enfants qui ont fait une entrée progressive ont une opinion plus positive de l'école, et ce, à long terme.»

Mais ces objectifs peuvent malheureusement se heurter à la réalité du terrain: «On dit souvent que l'enseignement est une vocation: on oublie que c'est avant tout une profession», souligne Nathalie Millette, qui commence sa huitième année d'enseignement à ce niveau. Et, sans les moyens nécessaires

pour aider et encadrer correctement les élèves, il est difficile de répondre aux exigences du

«Le gouvernement sabre dans les services d'aide pédagogique: il faudrait avoir beaucoup plus de spécialistes pour pouvoir dépister les élèves en difficulté»

métier. «Faute de moyens, les élèves en difficulté soit sont mis de côté, soit prennent la place des autres, qui attendent. Lorsque nous sommes confrontés à un élève en difficulté, nous manquons souvent de temps pour lui

donner l'attention nécessaire. Il faudrait pouvoir le diriger vers quelqu'un qui puisse faire un suivi. Or, la plupart du temps, il n'y a personne pour nous aider. Les enseignants sont souvent en surtâche.»

Où sont les ressources?

Le manque de ressources des enseignants devant les élèves en difficulté revient donc parmi les revendications les plus courantes: «Depuis le début de ma carrière, j'ai vu une dégradation des conditions de travail. Le gouvernement sabre dans les services d'aide pédagogique: il faudrait avoir beaucoup plus de spécialistes pour pouvoir dépister les élèves en difficulté, d'orthopédagogues, d'éducateurs spécialisés. Il devrait y avoir un éducateur spécialisé de plancher

en tout temps.»

Un des manques les plus criants se situe, selon elle, dans le domaine de l'ergothérapie: «Quand les enfants sont petits, on ne peut pas toujours savoir s'ils ont un problème d'apprentissage. En revanche, du côté de l'ergothérapie, si un enfant a des problèmes de tonus ou de motricité fine, ça peut être un signe avant-coureur d'un problème d'apprentissage. C'est un service très apprécié qui n'existe pas.»

Et, pourtant, cette année est primordiale pour le dépistage de tout problème à venir: «J'aime le préscolaire parce que je suis en faveur de la prévention: si on prend le problème suffisamment tôt, on a plus de chances de sauver l'enfant. Si les problèmes ne sont pas relevés avant la première ou la deuxième année, les enfants risquent de se décourager rapidement: ils voient ce dont les autres sont capables, et au problème d'apprentissage s'ajoute un problème de motivation.»

Selon Céline Durand, c'est une réalité à laquelle tous les enseignants peuvent être confrontés: «Certains enseignants passent parfois toute une année sans recevoir aucun service pour des élèves en difficulté.» Le temps et la disponibilité de l'enseignant sont donc la clé d'une année scolaire harmonieuse: «Une chose primordiale en enseignement: le nombre d'élèves par classe. Cette année, je n'ai que 16 élèves: ça fait toute la différence. J'ai plus de temps à consacrer à chaque élève, je suis plus disponible pour régler les conflits et les problèmes. Ma qualité de travail est forcément meilleure.»

Et, dans ces conditions, l'enseignement reste pour Céline Durand un vrai plaisir: «Après plus de 30 ans de carrière, je suis toujours une passionnée et j'ai encore plein d'idées. C'est une année pendant laquelle on développe les compétences des enfants: on les prend où ils sont et on chemine avec eux. Ils sont heureux à l'école.»

Collaboratrice du Devoir



Céline Durand, enseignante au préscolaire à l'école La Perdriolle, à l'île Perrot: «Cette année, je n'ai que 16 élèves: ça fait toute la différence. J'ai plus de temps à consacrer à chaque élève, je suis plus disponible pour régler les conflits et les problèmes.»

**Merci!**

Les enseignantes et les enseignants sont des personnes enthousiastes, disponibles et dévouées auprès des élèves de l'Outaouais. Le Syndicat de l'enseignement de l'Outaouais tient à souligner la journée mondiale des enseignantes et enseignants.

**Merci pour votre implication en éducation !**

Apprendre!  
Savoir! Comprendre!  
Quel beau programme de vie!

En cela, l'école publique offre son appui indéfectible à quiconque, adulte comme jeune, veut agir sur sa destinée.

Protéger,  
défendre et outiller  
l'école publique?

Tout gouvernement soucieux d'une éducation gratuite, accessible à tous et porteuse de réussite devrait en faire sa mission première.



Téléphone : 450 978-1513  
www.sregionlaval.ca

**LA CSDM, MA PLACE POUR RÉUSSIR**

**PORTES OUVERTES ET INSCRIPTION**

Écoles secondaires  
Du 18 au 29 octobre 2010

Date et horaire de chaque école: [csdm.qc.ca/portesouvertes](http://csdm.qc.ca/portesouvertes)

ILS IRONT LOIN

Commission scolaire de Montréal

## ÉDUCATION

« Cette école que nous voulons »

## Le Québec glisse vers un système à deux vitesses

Il faut intégrer, école par école, le secteur privé au réseau public

La Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN) prend position pour l'existence d'un seul réseau scolaire au Québec, qui doit être public, dans un document intitulé *Cette école que nous voulons*; les syndicats de ce mouvement ont largement approuvé cet engagement. La FNEEQ s'associe de la sorte à la campagne menée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) en faveur de l'école publique.

RÉGINALD HARVEY

Plaidoyer pour le public

Parlons d'abord avec Jean Trudelle, le président de la FNEEQ, des problèmes linguistiques en milieu scolaire. Où cette organisation se situe-t-elle dans le débat actuel ayant cours sur le projet de loi 103? « Sans que les instances aient pris position sur cette question, il est clair que nous sommes opposés, dans l'esprit traditionnel qui nous anime, à ce qu'il existe au Québec un moyen de contourner la loi 101. On n'a pas tenu de débat autour du jugement rendu par la Cour suprême, mais il nous semble en tout cas, en première analyse, que la loi 103 ne porte pas la bonne façon de préserver des acquis qui s'avèraient nécessaires. »

La fédération risque fort d'être interpellée davantage par le problème de l'anglicisation liée à l'enseignement collégial, parce qu'elle puise, au niveau des cégeps, une importante partie de ses syndicats membres: « J'ai lu en diagonale le rapport rendu public récemment à ce sujet et je dois avouer que je n'ai pas été très convaincu qu'il y avait là en soi des arguments de poids. On constate que des jeunes qui s'en vont fréquenter des cégeps anglophones vont avoir davantage tendance à vivre, entre guillemets, en anglais, à parler cette langue avec leurs amis et tout ce qui s'ensuit; c'est assez évident. Est-ce qu'il y a vraiment une migration importante? Il me semble qu'il faudrait un autre genre d'étude pour y répondre. » Un questionnement demeure à suivre dans ce domaine.

Une monographie portant le titre *Cette école que nous voulons* indique que la FNEEQ milite en faveur du réseau public et souhaite une disparition bien orchestrée des écoles privées. Jean Trudelle fait valoir les arguments sur lesquels se fonde une telle prise de position: « On a d'abord situé dans ce document certains éléments qui rendent le débat difficile en raison du fait que celui-ci doit avoir une portée sociale, alors que, dans la vraie vie, le choix entre le public et le privé se pose surtout au niveau individuel. »

Cette prémisse étant posée, il élabore sur la question: « Sur le plan social, il y a les écoles privées et les écoles publiques à projets qui font de la sélection, ce qui finit par créer une sorte de ségrégation scolaire, qui a des effets pervers qu'on dénonce: de cette façon, on rassemble dans une école X les meilleurs éléments et, par la suite, on se tape les bretelles en affirmant que ces élèves réussissent mieux que les autres; c'est l'évidence même que, lorsqu'on choisit les meilleurs joueurs dans une ligue de hockey, on risque de performer mieux que les autres équipes. »

Il y a là une forme d'élitisme: « D'autant plus qu'on entretient de la sorte, chez les gens en général, l'idée que, lorsqu'on veut des services publics performants, at-trayant ou haut de gamme, il faut payer pour ceux-ci. » Pareille démarche conduit à cette réflexion sur l'éducation: « On peut se demander quel est le but ultime de celle-ci? Est-ce qu'il s'agit de faire en sorte que les meilleurs soient les meilleurs et que les moins bons travaillent



Jean Trudelle, président de la Fédération nationale des enseignants (FNEEQ-CSN)

dans de moins bonnes conditions? Est-ce qu'il ne s'agit pas plutôt de faire en sorte que tout le monde dans le fond atteigne les plus hautes sphères qu'il soit possible? Si on tolère un système qui prive les écoles et les classes de bons éléments qui peuvent être une source de motivation pour les autres, on se retrouve dans des systèmes ségrégués qui produisent chaque fois les mêmes résultats. »

Le président recourt à un autre argument qui serait de nature à valoriser le secteur public: « Cette école s'est privée d'un levier très important pour s'améliorer parce que, souvent, les gens qui envoient leurs enfants dans le secteur privé possèdent ce "pouvoir politique" dans une ligue de hockey. Si on avait un réseau public universel composé de ces gens-là, il y a peut-être des choses qui se passent actuellement qui ne se passeraient pas en raison d'une pression sociale beaucoup plus importante qui s'exercerait pour améliorer celui-ci et pour lui donner les moyens de faire le travail. »

Vers une école portefeuille ou vers l'intégration?

En raison du processus de sélection qui s'exerce et de

l'écroulement qui en résulte, il se produit un glissement vers une vision en quelque sorte supplétive des interventions de l'État en éducation, comme le rapporte M. Trudelle: « On peut tracer un parallèle avec la santé. C'est comme si le rôle de l'État — et on n'est heureusement pas rendu là, mais c'est

quand même une direction et une tendance — était de fournir une espèce de minimum vital; quant à tous ceux qui ont les moyens d'avoir plus, ils se payent des affaires. Il s'agit là d'un déplacement vers une forme de tarification des services publics. »

Les propos et la vision du président de la FNEEQ rejoignent en grande partie ceux des gens de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) au sujet de la mise sur pied d'un réseau public universel qui stopperait le cheminement vers un véritable système à deux vitesses.

Il y a toutefois une divergence de vue sur la façon d'en arriver à cette fin: « Notre fédération souhaiterait qu'on oblige, à l'intérieur d'un certain calendrier, les écoles privées à s'intégrer au réseau public de façon directe et totale; on voudrait que ce soit réalisé selon un mode de une par une, mais sur une base complète, dans le respect des conventions collectives, des gens qui travaillent

là et des structures en place. »

Jean Trudelle procède à cette mise en garde contre un danger potentiel: « C'est celui de réduire progressivement les subventions au secteur privé et de contraindre les écoles publiques à exercer des pressions sur leurs personnels pour qu'ils acceptent des conditions de travail moins bonnes, ce qui est de nature à créer un climat malsain et ce qui ne nous apparaît pas comme une bonne façon de faire les choses. » Il ajoute encore: « On peut prendre le temps de faire cela et il s'agit de le faire intelligemment en prenant en compte tout ce qu'implique la corporatisme d'une école privée et tout ce genre de choses. On ne dit pas qu'il faut réaliser cette intégration demain matin, mais plutôt qu'on doit d'ores et déjà prendre les moyens pour arriver à terme à avoir un réseau scolaire public universel en y intégrant les écoles privées une à la fois. »

Collaborateur du Devoir

L'école publique,  
un joyau du Québec

En cette Semaine pour l'école publique, il est important de se rappeler que nous avons tous un rôle à jouer pour valoriser davantage notre système public d'éducation. Les élus scolaires, bien sûr, sont au premier rang pour faire valoir les nombreux bons coups de l'école publique. Mais, nous avons toujours besoin de l'appui et de la collaboration de tous les partenaires avec qui nous travaillons étroitement pour offrir à la population un système d'éducation de qualité.

Parents, enseignants, cadres et élus scolaires réalisent déjà en partenariat de multiples projets stimulants pour favoriser la réussite de nos élèves. Mais, la valorisation de l'école publique c'est aussi l'affaire de toute la société, notamment des employeurs qui doivent limiter le nombre d'heures de travail qu'ils demandent aux élèves pour leur permettre de consacrer suffisamment de temps à leurs études.

Valoriser l'école publique, c'est valoriser les enseignants et tout le personnel des écoles qui travaillent sans relâche chaque jour pour la réussite des élèves et c'est aussi valoriser le travail, les efforts et les rêves des élèves qui fréquentent nos établissements avec plein de projets en tête et qui s'y épanouissent. Nous avons l'un des meilleurs systèmes publics d'enseignement au monde, il faut se le dire !

Il faut être vigilant et surtout conscient, particulièrement en cette Semaine de l'école publique, de notre responsabilité face à la réussite des jeunes. Notre comportement influence la perception qu'ils ont de l'école publique... une richesse à valoriser.

La présidente de la Fédération des commissions scolaires du Québec,

Josée Bouchard  
Josée Bouchard



La Fédération  
des commissions  
scolaires  
du Québec

LE GOÛT DU PUBLIC



JACQUESNADEAU LE DEVOIR

Cour de récréation dans une école publique de Montréal

ÉDUCATION  
ÉCOLE PUBLIQUE

CE CAHIER SPÉCIAL  
EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR  
Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS



Syndicat  
de l'Enseignement  
de l'Ouest  
de Montréal

La fierté d'être prof!

Encore et toujours au cœur de l'école publique!

SEMAINE  
POUR

# l'école publique



du 4 au 8 octobre 2010



Mon école,  
je l'aime publique!



Alliance des  
professeurs  
et professeurs  
de Montréal



Syndicat de  
l'enseignement  
de la région  
de Laval



Syndicat de  
l'enseignement  
de l'Outaouais



Syndicat de  
l'enseignement  
de l'Ouest  
de Montréal



Syndicat de  
l'enseignement  
de la Pointe-  
de-l'Île



Syndicat de  
l'enseignement  
de la Haute-  
Yamaska



Syndicat de  
l'enseignement  
des Seigneuries



Syndicat de  
l'enseignement  
secondaire des  
Basses-Laurentides



Syndicat de  
l'enseignement  
de la Seigneurie  
des Mille-Îles



FÉDÉRATION  
AUTONOME DE  
L'ENSEIGNEMENT

[www.lafae.qc.ca](http://www.lafae.qc.ca)

